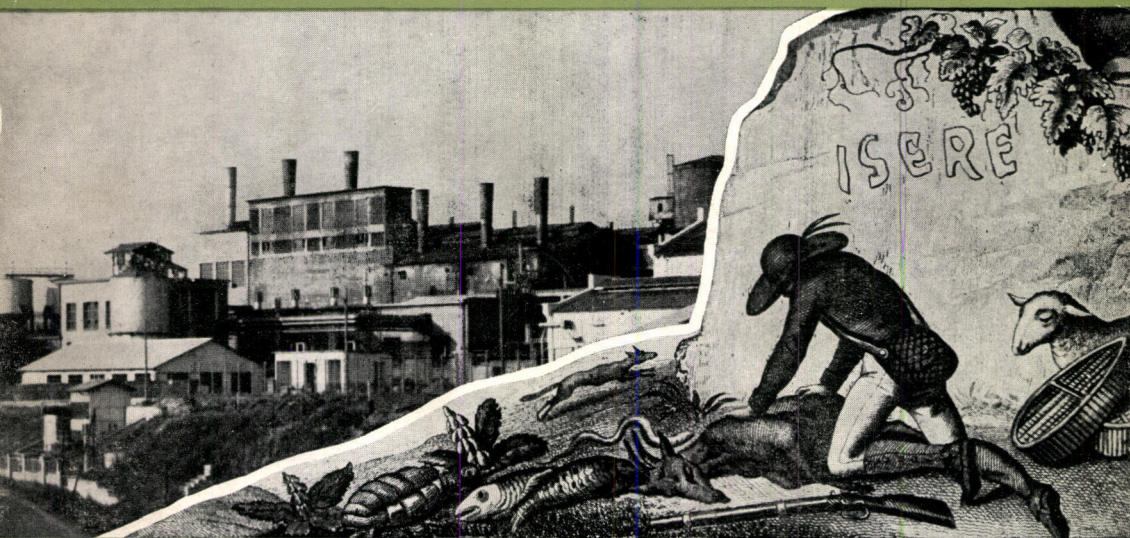


PIERRE BARRAL

# LE DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

1870-1940



ARMAND COLIN

CAHIERS DE LA FONDATION NATIONALE  
DES SCIENCES POLITIQUES

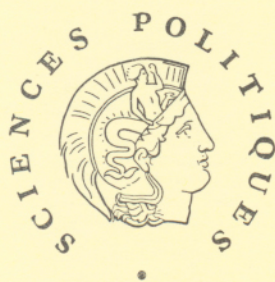
— 115 —

**PIERRE BARRAL**

LE DÉPARTEMENT DE  
**L'ISÈRE**

sous la Troisième République  
1870-1940

*HISTOIRE SOCIALE ET POLITIQUE*



**LIBRAIRIE ARMAND COLIN**

LE DÉPARTEMENT DE  
L'ISÈRE  
sous la Troisième République

***A MA FEMME***

CAHIERS DE LA FONDATION NATIONALE  
DES SCIENCES POLITIQUES

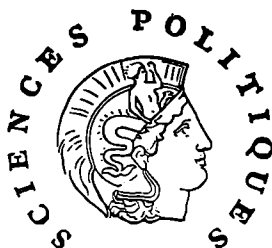
— 115 —

**PIERRE BARRAL**

LE DÉPARTEMENT DE  
**L'ISÈRE**  
sous la Troisième République  
1870-1940

*HISTOIRE SOCIALE ET POLITIQUE*

*Ouvrage publié avec le concours du Ministère de l'Éducation nationale,  
du Centre national de la Recherche scientifique et du Conseil général de l'Isère*



ISBN de la version numérique : 9782724684476

1962

LIBRAIRIE ARMAND COLIN  
103, boulevard Saint-Michel, Paris-V<sup>e</sup>

TOUS DROITS DE REPRODUCTION, DE TRADUCTION  
ET D'ADAPTATION RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS  
© 1962 MAX LECLERC et C<sup>ie</sup>  
PROPRIETORS OF LIBRAIRIE ARMAND COLIN

*Parisien d'origine, sans attache en Dauphiné malgré notre nom, nous ne connaissons guère le pays quand l'administration universitaire nous y envoya, voici dix ans. Avec une humilité attentive et une sympathie croissante, nous nous sommes efforcé d'observer, d'écouter, de comprendre enfin. Peut-être l'absence même des préjugés locaux nous y a-t-elle aidé en nous rendant étranger aux clientèles, peut-être aussi nous a-t-elle permis d'éviter une perspective trop exclusivement grenobloise.*

*Mais cette situation même nous rend particulièrement redevable envers tous ceux qui nous ont aidé, y apportant la courtoisie discrète et efficace des Dauphinois. Leur appui bienveillant a beaucoup facilité nos recherches, leur finesse perspicace nous a montré des voies, et l'intérêt qu'ils nous ont témoigné nous a soutenu aux heures de découragement. Les entretiens fructueux qui nous ont été accordés nous ont même procuré les meilleures de nos joies, quand ils ont rendu réellement vivante pour nous l'atmosphère du passé.*

*Nous exprimons d'abord notre vive gratitude aux maîtres grenoblois qui nous ont fait participer à leur excellente connaissance de la région alpine : M. le doyen Raoul Blanchard, M. le doyen Latouche, Mme Veyret, MM. Veyret, Miège, Brochier et Grangier. Nous avons trouvé aussi un accueil bienveillant à Lyon chez M. le recteur Allix, chez M. le doyen Latreille, chez MM. Fugier, Gibert et Laferrère. Nous avons surtout beaucoup exploité l'obligeance souriante de M. le doyen Esmonin, l'amitié éclairée de M. Jobert, l'ardeur entraînant de M. Pierre Léon. Par leurs précieux conseils, tous trois nous ont orienté avec autant de dévouement que de lucidité.*

*M. Avezou, archiviste en chef du département, M. Vaillant, conservateur de la Bibliothèque de Grenoble, M. Lecutiez, conservateur de la Bibliothèque de Vienne, M. Berthier, archiviste municipal de Grenoble, nous ont guidé dans leurs fonds riches et bien ordonnés avec une compétence toujours avertie, tandis que leur personnel s'empressait pour nous sans jamais se lasser. La préfecture, les directions départementales, les autorités religieuses, les grandes associations, l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques ont répondu également à nos demandes avec une compréhension active.*

*Nous réserverons une pensée spéciale aux auteurs des diplômes d'études supérieures, historiens et géographes, grenoblois et lyonnais. Leurs mémoires, trop ignorés, nous ont rendu de grands services. Ils ont notamment défriché*

pour nous l'histoire antérieure à 1870, les origines du syndicalisme et les aspects démographiques.

Hors de l'Université, de nombreuses personnalités ont bien voulu nous communiquer leurs souvenirs. Nous exprimerons ici notre particulière gratitude pour le président Herriot, qui nous reçut peu avant sa mort, pour M. Berthoin, ancien ministre, pour M. Bovier-Lapierre, jadis membre du premier cabinet Herriot, pour MM. Buyat, Léon Martin et Ravanat, anciens parlementaires, pour M. Rude, sous-préfet et historien, pour Mgr Guerry, archevêque de Cambrai, pour M. le chanoine Tanchot, pour M. le chanoine Dussert, pour Mme Perrot, pour MM. Maurice Bernard, Jean Bouchayer, Chatain, Cuchet-Chéruzel, Ferrand, Folliet, Grimaud, Nallet, Péju, Recoura, Saint-Olive et Auguste Villard, fins experts des réalités dauphinoises. Si nous ne pouvons citer ici tous les noms, notre reconnaissance se porte vers chacun de nos interlocuteurs. Nous adressons cependant un hommage spécial à Mme Tissot, à M. l'abbé de Monts, à MM. Bonnet-Eymard, Garabiol et Guédel qui nous ont ouvert leurs archives avec une large générosité et à M. l'abbé La Bonnardière dont nous avons reçu tant de suggestions utiles.

Nous n'aurons garde d'oublier l'appui matériel important que nous ont fourni pour la publication le ministère de l'Éducation nationale, la Fondation nationale des Sciences politiques, le Centre national de la Recherche scientifique, et le Conseil général de l'Isère. Nous leur en exprimons notre profonde gratitude : nous remercions en particulier M. Hussel, président du Conseil général, qui encourage les études historiques avec une bienveillance si active.

Enfin M. le doyen Renouvin, M. le doyen Le Bras, M. Coguel, secrétaire général du Sénat, M. Duverger, M. Jacques Kayser et M. le chanoine Boulard ont accordé à notre travail un intérêt attentif, dont nous les remercions très vivement. Surtout, M. Labrousse, professeur à la Sorbonne, a suivi de près l'élaboration de cette thèse. Guidant notre recherche avec sa compétence si sûre, il nous a donné une impulsion infatigable. Nous lui gardons une respectueuse reconnaissance pour l'exigence comme pour la cordialité de sa direction.

N.B. — Les nécessités de l'impression nous ont imposé des coupures, notamment dans l'étude des élections. Deux exemplaires complets de notre thèse ont été déposés à la Bibliothèque de la Sorbonne et aux Archives départementales de l'Isère.



## INTRODUCTION

### A. PERSPECTIVES DE RECHERCHE

**L**E vieux débat, sans cesse ranimé, sur la conception de l'histoire se réduit au fond à deux questions fondamentales : d'une part, faut-il s'attacher davantage à l'infrastructure économique, au mouvement des idées, au régime politique ? d'autre part, faut-il accorder la prépondérance aux forces collectives ou à l'action des personnalités ? A travers les conflits d'écoles, une réponse de synthèse rassemble aujourd'hui une large adhésion : on a pris conscience qu'une donnée isolée de son contexte est par là même déformée, et on perçoit mieux qu'autrefois la nécessité de considérer les ensembles<sup>1</sup>. Nous avons donc voulu tenter ici l'histoire totale d'une société humaine, nous efforçant de faire sa part à chaque ordre de réalités, de saisir les relations réciproques et de présenter ainsi la complexité même de la vie.

Le cadre choisi pour cette enquête est celui d'un département. Cette notion administrative, on l'a dit bien souvent, n'enserme pas exactement les réalités humaines. Une étude géographique doit évidemment se placer dans les limites d'une région naturelle, plus rigoureusement définie. Il nous a semblé qu'il n'en était pas de même pour nous. Après un siècle et demi d'existence, le département constitue une unité politique : l'action du préfet, la vie du Conseil général, l'élection des sénateurs y contribuent fortement. Nous avons veillé seulement à bien montrer les nuances régionales, quand il y avait lieu.

L'Isère, département varié, vivant et peuplé, nous a paru un domaine favorable. La houille blanche et la création des allocations familiales, le monastère de la Grande-Chartreuse et le pèlerinage de La Salette, l'Assemblée de Vizille et la Rencontre de Laffrey ont illustré le pays. Sa personnalité n'est cependant pas trop originale, et dans une large mesure on peut retenir ce cas comme représentatif de la moyenne française. En effet, l'histoire locale, pour intéressante qu'elle soit, doit être replacée dans l'histoire générale. Elle

1. Cf., notamment, P. RENOUVIN, *Histoire des relations internationales*, Paris, 1954, 1, pp. 1-XVII.

peut, en échange, lui apporter une contribution utile : si l'évolution française depuis un siècle est connue en gros, l'analyse régionale fournit des matériaux pour son étude scientifique.

Pour limites chronologiques, nous avons choisi celles mêmes de la troisième République. La vieille province dauphinoise connut alors des transformations sociales profondes, où se dessina peu à peu son visage actuel. La date de 1870, que nous avons prise comme point de départ, possède une réelle signification locale : elle n'évoque pas seulement le 4 septembre, mais, à quelques mois près, les débuts de la houille blanche. D'autre part, nous avons cru pouvoir et devoir conduire notre récit jusqu'à 1940<sup>2</sup>. Si, dans l'Isère comme ailleurs, la première guerre mondiale et la grande dépression furent profondément ressenties, beaucoup de problèmes posés avant 1914 se retrouvèrent après 1918, et le personnel dirigeant resta en grande partie le même. Après la coupure de la seconde guerre mondiale, les passions se sont apaisées, et on peut aujourd'hui parler avec sérénité de questions autrefois brûlantes : bien des conversations nous l'ont montré.

La société dans sa vie quotidienne, non politique, est l'objet de nos premiers chapitres. Nous avons d'abord considéré la population en elle-même, étudiant sa répartition, ses données démographiques, ses mouvements migratoires<sup>3</sup>. Nous avons vu ensuite les hommes mettre en valeur les ressources et lutter avec ténacité pour un mieux-être matériel et moral. Nous avons analysé aussi leurs rapports et nous les avons montrés tantôt solidaires, tantôt antagonistes, liés par des dépendances diverses et souvent contradictoires.

Une observation conduite sans préjugé montre en effet que les hommes ne sont pas des individus isolés et juxtaposés selon l'image célèbre, comme des grains de sable. La société s'ordonne en groupes dont les limites sont toujours un peu floues, mais dont l'existence ne saurait faire de doute. L'examen des structures fait vite apparaître le contraste entre les villages et les villes. Il dégage surtout la hiérarchie sociale des classes : n'excluant pas, dans le monde rural, une unité profonde, s'opposant au contraire vigoureusement dans le milieu urbain.

La morphologie sociale ainsi définie ne constitue pas un système de castes figées. Nous avons observé bien des mouvements, déplacements de groupes ou passages d'individus. Nous avons vu aussi se modifier les revenus, à la fois par variations brèves, liées à la conjoncture économique, et par mouvements de longue durée qui peuvent transformer le niveau de vie. N'est-ce pas d'ailleurs un Dauphinois, François Simiand, qui introduisit cette recherche dans l'histoire<sup>4</sup> ?

2. Cf., R. RÉMOND, « Plaidoyer pour une histoire délaissée : la fin de la troisième République », *Revue française de Science politique*, 1957, pp. 253-270.

3. Cf., M. REINHARD, « Histoire et démographie », *Revue historique*, 1950, t. 203, pp. 193-205.

4. F. SIMIAND, *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix au XVI<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1932, 677 p.; *Les fluctuations économiques et la crise mondiale*, 1932, 142 p.

L'importance des classes comme l'évolution des revenus doivent être saisies quantitativement<sup>5</sup>. Sans prétendre à une exactitude absolue, nous avons assemblé et critiqué les données disponibles, afin d'obtenir des approximations satisfaisantes. Toutefois, nous n'avons pas oublié qu'avec des éléments matériels, des éléments psychologiques contribuent à opposer les classes. Nous n'avons pas négligé les prises de conscience, si importantes notamment pour les classes moyennes, et nous avons analysé les influences mutuelles. Nous avons observé aussi les effets des crises sur la mentalité : dans des circonstances plus tragiques, M. Labrousse l'a montré<sup>6</sup>, les difficultés économiques contribuèrent à la genèse de la Révolution.

La société cependant comprend aussi des forces spirituelles : religion, rationalisme, école. Le premier, M. Le Bras en a entrepris une étude sociologique complète. Son enquête, prolongée par M. le chanoine Boulard, s'est étendue de la pratique religieuse au rayonnement spirituel. Sur l'histoire de l'éducation, M. Chatelain a suggéré des lignes de recherche. Nous avons repris ces méthodes qui substituent des bilans précis aux affirmations vagues<sup>7</sup>.

Matérielle ou spirituelle, chaque force sociale tend à s'organiser et à orienter dans son sens la vie de la cité. On a beaucoup étudié l'histoire du mouvement ouvrier, mais peu jusqu'à présent la vie et l'action passées des autres groupes particuliers<sup>8</sup>. Suivant le penchant de l'esprit français, ils agissent beaucoup plus par des revendications adressées au pouvoir que par des réalisations positives. Nous avons vu ainsi les conflits de classes, les variations des revenus, les débats métaphysiques imprimer leur marque sur les luttes de la cité.

Pour l'étude de celles-ci, le magistral *Tableau politique de la France de l'Ouest* d'André Siegfried a ouvert la voie dès 1913. Sous les étiquettes éphémères, il a montré la constance de deux grands tempéraments : la « gauche » et la « droite » selon le langage courant, le « Mouvement » et l'« Ordre établi » selon des expressions plus scientifiques. Cet affrontement, traduisant des oppositions psychologiques profondes, donne le plus souvent la clef des luttes électorales<sup>9</sup>. Si les scrutins fournissent une expression pério-

5. E. LABROUSSE, « Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles », *Relazioni del X<sup>o</sup> congresso internazionale de scienze storiche*, Rome, 1955, IV, pp. 367-396. G. LEFEBVRE, « Recherches sur les structures sociales aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, Instructions générales » C.T.H.S., *Bulletin d'histoire moderne et contemporaine*, 1956, pp. 53-61. Cf. aussi les importantes études de M. J. MARCHAL et de la *Revue économique*.

6. *La Crise économique française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, I, 1944, LXXV, 664 p.

7. Dans une très riche bibliographie, citons au moins : G. LE BRAS, *Etude de sociologie religieuse*, Paris, 2 vol., 1955-1956, 819 p.; F. BOULARD, *Premiers itinéraires en sociologie religieuse*, Paris, 1954, 156 p.; A. CHATELAIN, « Pour une géographie sociologique de l'éducation et de la laïcité », *Annales (Economies, Sociétés, Civilisations)*, 1952, pp. 332-336, et « Questionnaire », *Revue socialiste*, 1953, pp. 255-257.

8. J. MEYNAUD, *Les Groupes de pression en France*, 1958, 371 p.

9. F. GOGUEL et G. DUPEUX, *Sociologie électorale*, Paris, 1950, 89 p.

dique de l'opinion, nous nous sommes attaché également aux formes quotidiennes de l'activité politique. Nous avons examiné attentivement l'évolution des partis et de la presse, selon les méthodes définies par M. Duverger<sup>10</sup> et par M. Kayser<sup>11</sup> et nous n'avons pas négligé l'administration, force capitale en France. Ainsi se dessine la cité, possédant, elle aussi, ses structures évoluant lentement et sa conjoncture aux variations rapides. Si elle reprend les tendances de la société, celles-ci ne jouent pas dans le même sens. En se rencontrant, elles s'influencent, se déforment, s'annulent ou s'additionnent. Toute enracinée qu'elle soit dans l'histoire sociale, l'histoire politique possède donc sa vie propre; sans ignorer certes les liaisons, notre étude doit respecter cette autonomie des différents paliers.

Pour réaliser un programme qui peut sembler ambitieux, nous avons utilisé souvent l'apport des disciplines voisines : géographie, économie, sociologie, démographie... L'objet de toutes les sciences humaines est identique, seul les distingue l'angle d'approche. La différence des méthodes ne doit pas engendrer un cloisonnement stérile<sup>12</sup>. A cet égard, nous devons adresser un hommage de spéciale gratitude à M. Raoul Blanchard et aux géographes alpins. Nous n'avons cessé de consulter leurs travaux et nous sommes heureux de proclamer notre dette. Suivant la grande tradition de l'école française, leur œuvre s'appuie d'ailleurs sur une solide étude du passé.

Il eût été indécent de vouloir la reprendre. C'est pourquoi on ne trouvera pas ici une analyse directe des activités économiques. Et si nous avons recherché toujours les particularités locales, nous nous sommes attaché aussi aux oppositions sociales et aux données idéologiques. Nous avons étudié les phénomènes dans leur époque, ceux que le passé a définitivement emportés comme ceux dont les conséquences se perçoivent encore aujourd'hui. Nous plaçant à l'échelle du temps, nous avons essayé de mesurer les évolutions : aussi donnerons-nous beaucoup de dates au cours de cet exposé. En un mot, nous avons conçu notre tâche dans une perspective d'historien.

Racontant des luttes qui furent souvent passionnées, celui-ci peut-il être impartial? Nous nous sommes efforcé à cette attitude idéale, sans prétendre y être parvenu pleinement. Pour en approcher, il ne suffit pas de l'honnêteté scientifique, il faut aussi vivre avec les acteurs, adopter tour à tour leurs points de vue, accorder à chacun une égale compréhension. Puisse notre présentation de leurs travaux et de leurs combats exprimer l'amitié que Romain Rolland demande à l'historien, « cette sympathie suprême qui peuple son cœur de tous les égoïsmes de ceux dont il épouse les âmes »<sup>13</sup>!

10. *Les Partis politiques*, Paris, 1951, 476 p.

11. « La presse et l'information. Programme général de recherches », *Annales (Economies, Sociétés, Civilisations)*, 1955, pp. 547-553. *La Presse de province sous la troisième République*, Paris, 1958, 243 p.

12. L. FEBVRE, *Combats pour l'histoire*, Paris, 1953, 438 p. E. JUILLARD, « Aux frontières de l'histoire et de la géographie », *Revue historique*, 1956, ccxv, pp. 257-263.

13. *Le Cloître de la rue d'Ulm*, Paris, 1952, p. 176. Cf. aussi, H. MARROU, *De la connaissance de l'histoire*, Paris, 1955, 301 p.

## B. SOURCES ET MÉTHODES

La diversité de nos points de vue entraîne évidemment la diversité des sources et des méthodes. Statistiques, archives, imprimés, mémoires ont apporté tour à tour leur contribution à notre recherche. Par des approches complémentaires, nous avons pu ainsi enserrer la réalité.

### I. Sources quantitatives

A toute étude sociale, une bonne estimation numérique doit fournir la base : les appréciations les plus fines ne peuvent en tenir lieu. « Il ne suffit pas de décrire, insiste M. Lefebvre, il faut compter »<sup>14</sup>. Pour cela, une documentation abondante existe, tantôt manuscrite, tantôt imprimée. Mais son usage pose des problèmes de méthode parfois délicats.

Il doit être bien entendu d'ailleurs que, des nombreux chiffres fournis, presque aucun n'est rigoureusement exact. La précision des sources, poussée à l'unité, est parfaitement illusoire. Toutes les valeurs numériques doivent donc être considérées comme approximatives : si nous ne les avons pas arrondies, c'est seulement pour permettre de les reconnaître. Ne les méprisons pas pour autant : les ordres de grandeur sont valables à 5, 10 ou 20 % près, et il est légitime, sous cette réserve, d'établir des niveaux, des mouvements ou des corrélations.

#### *Documentation statistique*<sup>15</sup>

##### 1. STRUCTURES SOCIALES

- \* — *Résultats des dénombrements* (ou des recensements généraux de la population) effectués tous les cinq ans (et AD, 123 M).
- † — *Mouvement de la population*, série annuelle (et AD, 122 M).
- ‡ — *Enquêtes agricoles* (décennales) de 1862, 1882, 1892 et 1929.
- ♯ — Ministère de l'Agriculture, La petite propriété en France, *Enquêtes monographiques*, Paris, 1909, pp. 117-120. (Cf., R. VERDINI. *Enquête officielle de 1908 sur la petite propriété rurale. Critique du document. Son contrôle d'après les résultats de la contre-enquête entreprise par le Musée social en 1910*, thèse droit, Paris 1911, 136 p.).

14. « Un colloque pour l'étude des structures sociales », *Annales historiques de la Révolution française*, 1957, pp. 99-105.

15. Cf., F. GOGUEL et G. DUPEUX, *Sociologie électorale*, Paris, 1951, pp. 51-64.

- ℄ — Administration des Eaux et Forêts, *Statistique forestière*, 2 vol., 1878, 582 p. et 1879, pp. 286-302.
- 7 — *Statistique et atlas des forêts de France*, 1912, I, pp. 305-314.
- *Monographie agricole du département de l'Isère en 1929*, 1937, 353 p.
- *Enquête sur les exploitations agricoles*, 1942 (tableaux de la Direction régionale de l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques).
- *Enquête industrielle de 1861-1865*.
- ℄ — Office du Travail, service du recensement professionnel, *Résultats statistique du recensement des industries et professions*, 1899, II, pp. 23-24 et pp. 492-523.
- ℄ — *Recensement de 1936; tableaux professionnels 7 A n° 5* (Direction régionale de l'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques).
- Ministère des Finances, *Atlas de statistique financière*, 1881, 25 tableaux (AN, AD, XIX, F 50).
- *Renseignements statistiques relatifs aux contributions directes et aux taxes assimilées*, volumes annuels (AD, XIX, P 133).
- *Bulletin de statistique et de législation comparée* (B.S.L.C.).
- *Etat du montant des cotes, rôles et matrices* (AD, 3 P) 4
- *Matrices cadastrales* (direction départementale du cadastre et bureau excentré de Lyon).
- C. GIMEL, « Etude sur la division de la propriété foncière dans le département de l'Isère », B.S.S., 1875, pp. 16-128.
- Chambre de commerce de Vienne, *Les Catégories professionnelles à la Chambre de commerce de Vienne*, Vienne, 1930, 18 p.
- *Note sommaire remise par la Chambre de commerce de Grenoble sur les catégories professionnelles en 1933*.
- *Rapports annuels des inspecteurs d'académie*, publiés avec les procès-verbaux du Conseil général (et AD. IV T 19).

Les archives notariales, et les archives de l'Enregistrement, si précieuses pour les époques anciennes, ne peuvent être utilisées pour les cent dernières années. On en est empêché par leur volume considérable et plus encore par le secret professionnel, bien compréhensible quand il s'agit de nos contemporains et de leurs proches ascendants.

## 2. PRIX ET REVENUS <sup>16</sup> :

- *Statistique agricole annuelle. Mercuriales* (AD, 133 M. AN, F 11 2852, 2876).
- Office du Travail, *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, 1893-1897, 4 vol.
- *Enquête sur les salaires agricoles*, 1912, pp. 203-206.

16. Il faut y joindre une bonne part des sources citées précédemment.

- *Salaires et coût de l'existence*, 1911, pp. 126-137 et p. 164.
- *Bulletin de la statistique générale de la France*, « Indices du coût de la vie et salaires », janvier 1912, juillet 1913..., (trimestriel à partir d'avril 1920).
- *Les Indices du coût de la vie en France*, 1941.
- Note remise par la société La Mure sur le chiffre d'affaires et le salaire moyen.
- Tableaux, par ministère, des échelles ou taux des traitements, remises et indemnités fixes pour les fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers de l'Etat rémunérés au mois depuis 1871.  
Annexes au J. O., 11 octobre 1911, pp. 1489-1556, 2 décembre 1921, pp. 845-964; 24 novembre 1931, pp. 1231-1416; 20 novembre 1936, pp. 1247-1345.

### 3. OPINIONS <sup>17</sup> :

- *Visites pastorales 1827-1830* (Archives de l'évêché, D 30). 1855 (B 15), 1930-1935 (dossier personnel de M. LE BRAS).
- *Registre des ordinations* (C 2 et 3).
- LANFREY, *Essai de statistique, Clergé des paroisses comprises dans le diocèse actuel de Grenoble*, 1933, 239 p.
- *Résultats électoraux* (AD, série M).

## *Observations de méthode*

1. Les sources que nous venons de citer comportent des indications départementales, et parfois communales, que nous avons relevées avec soin. Mais cette connaissance des phénomènes demeure incomplète. Aussi avons-nous fréquemment procédé à des sondages dans la documentation de base. Le travail qu'ils exigent se montre payant, car ils apportent une réponse à des questions qu'ignorent les statistiques officielles.

Deux précautions essentielles sont à prendre. D'une part, la quantité des cas examinés doit être suffisamment élevée : nous avons toujours retenu le dixième de l'ensemble. D'autre part, ces cas doivent être représentatifs des diverses situations. Nous avons donc retenu : dans chaque région rurale, un ou plusieurs villages; parmi les bourgs, un cas représentatif de chaque type; dans chaque ville, des rues appartenant à des quartiers différents. Nous avons toujours gardé la proportion du dixième pour chaque catégorie comme pour chaque unité particulière et nous avons veillé à ce que le déplacement des masses relatives entre 1896 et 1936 soit le même dans nos échantillons et dans l'ensemble.

<sup>17</sup> F. GOGUEL et G. DUPEUX, *Sociologie électorale*, pp. 39-49.

2. Deux mondes bien différents s'opposent en effet : le monde rural et le monde urbain. Mais, si le contraste global est vif, il existe un large échelonnement de types mixtes et le choix d'un critère sûr est fort délicat. L'I.N.S.E.E., on le sait, considère comme villes les communes comptant plus de deux mille habitants : cette formule commode est bien imparfaite. Nous avons préféré une définition fonctionnelle et nous avons pris pour critère la proportion de la population non agricole <sup>18</sup>.

Lorsque celle-ci dépasse les trois quarts, la commune nous paraît urbaine ; lorsque sa valeur est moindre, nous qualifions ce milieu de rural. Après examen, ce taux nous semble expressif des réalités sociales. Les cas-limites n'ont pas été classés mécaniquement. Nous avons étudié individuellement l'atmosphère psychologique et les conditions générales de l'activité.

A vrai dire, les transformations profondes du peuplement suscitent une difficulté : par le développement industriel, certains villages de 1870 sont devenus des villes au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Les sondages dans les dénombremments nous montreront le bouleversement de leur composition professionnelle. Nous en ferons une catégorie particulière, *les cités nouvelles*.

En définitive nous considérons comme villes cent six communes, dont quarante-deux seulement dépassaient deux mille habitants en 1936 <sup>19</sup>. Il reste donc quatre cent cinquante-neuf villages (celui des Avenières comptant plus de deux mille habitants). Malgré nos efforts, l'arbitraire ne disparaît pas totalement et tel cas ambigu pourrait être discuté, mais la répartition d'ensemble est valable.

3. Pour les sommes évaluées en francs, la dépréciation de la monnaie après 1914 interdit entre deux époques différentes la comparaison pure et simple des valeurs nominales. Il faut donc faire une correction.

Pour traduire une donnée postérieure à 1914 en francs-or, nous avons, selon la méthode utilisée par le ministère des Finances, pris un coefficient calculé d'après la moyenne des indices de prix (gros et détail). Cette méthode n'est pas parfaite, mais elle nous paraît plus sûre que le calcul d'après les taux de change ou le calcul d'après le prix de l'or.

L'essentiel est d'ailleurs l'homogénéité <sup>20</sup>.

Pour les courbes de revenus, nous avons seulement traduit les valeurs nominales en indices et nous avons indiqué parallèlement les variations du coût de la vie, qu'une commission départementale releva depuis 1914 d'après treize denrées <sup>21</sup>. Les deux séries possédant la même base 100 en 1913, on voit d'un coup d'œil l'évolution réelle du revenu considéré.

18. La direction régionale de l'I.N.S.E.E. nous a aimablement fourni le *Pourcentage de la population agricole par commune* pour 1946. On peut considérer que les valeurs étaient légèrement plus élevées à la fin de la troisième République.

19. Voir figure 5, p. 46.

20. Cf., *Bulletin hebdomadaire de statistique*, 8 mars 1952. *Agence économique et financière*, 10 mars 1952. E. AUDINOT, *Indices des prix*, Paris, 1955, pp. 44-46.

21. B.S.G.F., depuis janvier 1912. Pour 1931-1939, *Statistique générale de la France*, « Les indices du coût de la vie en France », 1941, pp. 49-73.



D'autre part, toutes ces courbes de revenus ont été établies d'après des ordonnées logarithmiques, afin de respecter les proportions. Avec des ordonnées arithmétiques en effet, l'accroissement considérable des valeurs nominales aurait entraîné une hausse impressionnante sans signification véritable.

4. Selon l'usage, les résultats électoraux ont été donnés, sauf indication contraire, par rapport aux inscrits. Cette méthode est nécessaire pour tenir compte des abstentions, elle implique évidemment que la majorité absolue est atteinte en dessous de 50 %.

Pour la représentation des résultats, nous avons adopté des carrés proportionnels au nombre des inscrits : l'importance relative de la population des divers cantons apparaît mieux ainsi. Nous n'avons pas repris cependant la formule des carrés intérieurs. Le système des hachures, établies partout selon la même échelle, nous a semblé plus expressif à l'œil et plus propice aux comparaisons entre cartes<sup>22</sup>.

Lorsque le vote a eu lieu au scrutin d'arrondissement, nous n'avons pas manqué d'indiquer la limite des circonscriptions ; la comparaison d'une circonscription à l'autre doit être faite avec prudence, car les conditions de la lutte sont souvent différentes. D'autre part, sauf pour 1849 où l'on vota par cantons, nous avons regroupé les quartiers de Grenoble et de Vienne en deux unités particulières. Les indications « Grenoble-Nord », « Grenoble-Est », « Grenoble-Sud » et « Vienne-Nord », « Vienne-Sud », ne désignent donc que la partie suburbaine de ces cantons.

## II. Sources manuscrites

Les valeurs brutes qu'apportent les chiffres doivent être interprétées. D'autre part, un grand nombre de phénomènes échappent aux statistiques et doivent être saisis autrement. Pour cette double recherche, les fonds d'archives nous fournissent une documentation administrative, un peu sèche et parfois incomplète, mais contemporaine des événements.

I. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES. — Nous avons surtout utilisé cet informateur de premier ordre qu'est le préfet. S'il n'est pas impartial, il est bien renseigné, et sa fonction même l'oblige à ne pas trop déformer les réalités. Ses rapports, si utiles au fonctionnement du régime, constituent une source primordiale pour l'historien. Avec les minutes, les archives départementales ont d'ailleurs conservé les éléments qui ont servi à les établir : cor-

22. Cf., J. M. COTTERET et C. EMERI, « Essai de représentation des forces politiques », *Revue française de Science politique*, 1957, pp. 594-625.

respondance avec les sous-préfets, les maires et les parlementaires, rapports de police... Le fonds de l'Isère, très riche, est de surcroît fort bien classé.

La série M<sup>23</sup>, et les procès-verbaux du Conseil général, nous ont été particulièrement précieux. Nous avons aussi utilisé les séries T et V ainsi que quelques dossiers des séries R et X.

2. Les ARCHIVES MUNICIPALES DE GRENOBLE, remarquablement tenues, nous ont fourni des renseignements nombreux sur les institutions municipales d'assistance, d'enseignement, d'hygiène etc., et des rapports de police sur les réunions; les associations et les grèves (série I 2).

Nous avons consulté quelques dossiers dans les archives municipales de Vienne et de Bourgoin. Celles de Voiron sont en cours de classement.

3. Les ARCHIVES DU RECTORAT ET DE L'INSPECTION ACADÉMIQUE, démenagées plusieurs fois, ne sont guère accessibles actuellement. Le fonds antérieur à 1890 se trouve aux Archives départementales, bien inventorié.

4. Les ARCHIVES NATIONALES n'ont pas achevé le classement des fonds concernant notre période.

Nous avons consulté surtout avec profit les séries :

- F<sub>1</sub> B<sub>1</sub> : Personnel administratif (demandes par extraits).
- F<sub>1</sub> B<sub>II</sub> : Isère, 7 à 19, et F<sub>1</sub> C<sub>III</sub>, Isère 5.
- F<sub>7</sub> : Police, notamment 12316 et 12325 (congrégations), 12387 (Chateauvillain), 12477 et 12514 (congrès nationaux).
- F<sub>18</sub> 465 : Presse Isère.
- F<sub>19</sub> : Cultes (série particulièrement importante), notamment 2373 (La Salette), 2525 (évêques), 5812, 5813, 5909, 5991, 5994, 6073, 6081, 6148, 10031, 10114, 10273, 10321, 10667 (protestants).
- BB<sub>30</sub> : Rapports du procureur général 1870-1871.

La série BB<sub>18</sub>, célèbre pour le second Empire, n'a pratiquement rien conservé entre 1871 et 1890. Après 1890, nous y avons trouvé quelques dossiers intéressants.

5. Nous avons pu consulter quelques collections privées de lettres et de documents, qui nous ont été fort utiles. On a parfois aussi laissé notre demande sans réponse.

Le fonds Chaper, acquis récemment par les Archives départementales et par la Bibliothèque municipale, comprend quelques documents sur les origines de la troisième République<sup>24</sup>.

23. G. FINET, *Répertoire numérique de la série M*, Grenoble, 1949, 102 p.

24. R. AVEZOU, *Inventaire des documents de la collection Chaper du château d'Eybens acquis par les Archives de l'Isère*, Grenoble, 1953, 53 p.

### III. Sources imprimées contemporaines

De nombreux documents ont été imprimés à l'époque même. Ils fournissent assurément moins d'indications confidentielles, mais ils sont plus aisément accessibles que les manuscrits.

1. PRESSE. — La presse constitue une source de premier ordre, pourvu évidemment qu'on l'utilise avec critique. On y trouve le compte rendu des manifestations, les communiqués des associations et des commentaires sur les événements. Comme il a toujours existé plusieurs quotidiens, on peut les contrôler l'un par l'autre<sup>25</sup>.

Deux collections existent à la Bibliothèque municipale de Grenoble et aux Archives départementales. Elles se complètent, ne laissant pas de lacune importante. Souvent, le travail de dépouillement s'est trouvé facilité par le rassemblement des découpures dans les dossiers administratifs de la série M. Ce premier choix a été particulièrement utile pour les journaux lyonnais, moins accessibles pour nous.

Nous avons établi pour l'Institut français de Presse un inventaire complet des quotidiens et des hebdomadaires ayant paru dans le département sous la troisième République. On peut le consulter à la Bibliothèque nationale.

2. BROCHURES. — A côté des périodiques, de nombreuses pièces imprimées, statuts, comptes rendus de congrès, discours, etc., rapportent l'activité des associations et des groupes de tous genres.

Certaines ont été conservées dans les dossiers d'archives, mais surtout les Bibliothèques municipales de Grenoble et de Vienne en possèdent de riches collections. Edmond Maignien, conservateur de la première, les recueillit avec un zèle infatigable, fouinant notamment chez les marchands de vieux papiers. Nous avons tiré un très grand profit de ces brochures diverses, qui constituent des documents bruts et contemporains. Replacés dans leur contexte, ils nous ont souvent fourni des renseignements irremplaçables.

On trouvera dans chaque cas l'indication précise des cotes. A la Bibliothèque municipale de Grenoble, les principales séries utilisées (V, U, O, CH<sup>26</sup>) possèdent un inventaire manuscrit, mais la plupart des pièces sont recensées et classées dans :

— E. MAIGNIEN, *Catalogue des livres et manuscrits du Fonds dauphinois de la Bibliothèque municipale de Grenoble*, III, 1912, 377 p.; IV, 1914, 674 p.; V 1924, 294 p.

25. Cf., J. KAYSER, « L'historien et la presse », *Revue historique*, 1957, pp. 284-309.

26. Constituée par les dons d'Octave Chenavaz, érudit et homme politique.

#### IV. Mémoires et sources orales

1. CORRESPONDANCES ET MÉMOIRES PUBLIÉS. — On a dit bien souvent les imperfections qu'offrent les mémoires, toujours suspects de subjectivisme, sinon d'apologie. Les publications de lettres visent aussi parfois à la glorification de leur auteur. Ces textes, utilisés avec critique, n'en sont pas moins fort utiles pour leur éclairage d'ensemble comme pour leurs détails évocateurs.

- L. BARBILLION, *Dépliants*, 1937, 77 p.
- L. CAILLE, *Une Etape agricole dans l'arrondissement de Vienne*, Vienne, 1926, 88 p.
- « La correspondance de M. Eugène Chaper », éditée par l'abbé GINON, *B.A.D.*, IV, 8, pp. 1-128.
- G. CHARPENAY, *Les Banques régionalistes*, Paris, 1939, 143 p.
- J. L. CHASTANET, *La Confession d'un homme libre*, Paris, 1935.
- E. COMBES, *Mon ministère*, Paris, 1956, pp. 97-110, et pp. 166-184.
- R. DUBARLE, *Lettres de guerre*, Paris, 1918, XLVI, 282 p.
- E. DUSAUGEY, *Souvenirs de l'époque héroïque de l'électricité*, 1935, 131 p.
- D. FERRATA, *Mémoires*, Rome, 1920, II, pp. 158-202 et 255-258.
- J. FERRY, *Lettres*, Paris, 1914, pp. 174-189, 452, 479-484.
- L. PONCET, *Souvenirs d'un demi-siècle de journalisme*, 1940, 212 p. (exemplaire dactylographié aimablement communiqué par M. BONNET-EYMARD).
- Marquise de QUINSONAS, *Souvenirs de famille*, 1884, 165 p.
- E. ROMANET, « Les allocations familiales », *Chronique sociale de France*, mai 1922, pp. 316-332.
- F. SARCEY, *Souvenirs de jeunesse*, Paris, 1885, pp. 241-343.
- D. VILLARD, *Souvenirs d'un prêtre militant*, Grenoble, 1902, 408 p.
- H. VINCENT, « Souvenirs d'un journaliste », *Le Patriote dauphinois*, juillet-août 1883.

2. TÉMOIGNAGES ORAUX. — Nous avons pu enfin nous entretenir assez longuement avec des témoins bien informés (deux cent cinquante environ).

Certes, la méthode des enquêtes orales ne saurait suffire. Les témoins ont été aussi les acteurs et leur récit n'est pas toujours exempt de tendances subjectives. D'autre part, le temps estompe les souvenirs et provoque des confusions, par exemple sur les dates. Enfin les préoccupations actuelles peuvent parfois déformer la perception du passé.

Il faut donc préparer ces conversations en dépouillant d'abord les sources manuscrites et imprimées, il faut aussi délimiter les problèmes, diriger le dia-



32,

# ÉTUDES RÉGIONALES

*Cahiers de la Fondation Nationale  
des Sciences Politiques*

## L'ÉCONOMIE DE L'ALGÉRIE

R. GENDARME

*Cahier n° 101, 388 pages, figures et cartes* ..... 18,00 NF

## LA CALABRE

J. MEYRIAT

*Cahier n° 104, 356 pages, cartes et graphiques* ..... 18,00 NF

## GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE DES BOUCHES-DU-RHÔNE SOUS LA IV<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

A. OLIVESI et M. RONCAYOLO

*Cahier n° 113, 288 pages, cartes et graphiques, dépliant* .. 27,00 NF

*Collection Armand Colin*

## LA NORMANDIE

R. MUSSET

*Volume n° 345, 220 pages, figures et cartes* ..... 5,70 NF

## LA TUNISIE, | ses régions

J. DESPOIS

*Volume n° 357, 224 pages, figures et cartes* ..... 5,70 NF

# ARMAND COLIN